

---

# Ă?tudiants et anciens Ă?tudiants de la facultĂ? de droit de Paris victimes de la Shoah

## Description

Les images et documents dĂ?archives en lien avec cet article sont exposĂ?s dans les galeries [Des dĂ?portĂ?s](#) et [Des rĂ?sistants](#)

### [TĂ?lĂ?charger](#)

Le nombre prĂ?cis dĂ?Ă?tudiants et dĂ?anciens Ă?tudiants de la facultĂ? de droit de Paris morts pendant la Shoah reste une inconnue. Seule certitude, parmi les noms portĂ?s sur la plaque commĂ?morative rendant hommage aux Ă?tudiants et anciens Ă?tudiants de la facultĂ? de droit morts pour la France, douze sont ceux dĂ?Ă?tudiants et anciens Ă?tudiants dĂ?portĂ?s vers les camps de la mort parce que juifs et qui nĂ?en sont jamais revenus.

Les premiĂ?res politiques antisĂ?mites du rĂ?gime de Vichy sont mises en place dĂ?s les premiers mois de lĂ?Occupation. Le monde judiciaire est frappĂ? de plein fouet par ces mesures. Par exemple, le 10 septembre 1940, le champ dĂ?application de la loi du 16 aoĂ?t 1940 interdisant lĂ?accĂ?s Ă certaines professions aux personnes nĂ?es de pĂ?re Ă?tranger est Ă?tendu aux avocats. Cependant, le texte qui prĂ?figure les premiĂ?res dĂ?portations est la loi du 4 octobre 1940 relative Ă« aux ressortissants Ă?trangers de race juive Ă» qui fait suite Ă la loi instituant le premier Ă« statut des juifs Ă» du 3 octobre. Ces textes sont promulguĂ?s par le rĂ?gime de Vichy alors mĂ?me quĂ?aucune demande de lĂ?occupant nĂ?a Ă?tĂ? effectuĂ?e dans ce sens, Ă?tant ainsi de purs produits de lĂ?administration pĂ?tainiste. En vertu de la loi du 4 octobre, les prĂ?fets peuvent ordonner lĂ?internement des juifs Ă?trangers dans Ă« des camps spĂ?ciaux Ă». Cette loi constitue la premiĂ?re Ă?tape qui mĂ?ne Ă lĂ?assassinat de dizaines de milliers de juifs rĂ?sidant en France.

Ainsi, durant les premiers mois de lĂ?Occupation, les discriminations et les vexations touchent de plein fouet les juifs en France : interdiction dĂ?exercer et mise en place de *numerus clausus* en ce qui concerne les professions libĂ?rales, les fonctionnaires, la presse, lĂ?armĂ?e, la culture, mise sous sĂ?questre des entreprises possĂ?dĂ?es par des juifs en zone occupĂ?e et menaces dĂ?internement forcĂ? pour les juifs dĂ?origine Ă?trangĂ?re. Le second Ă« statut des juifs Ă» du 2 juin 1941 vient durcir ces mesures en redĂ?finissant et prĂ?cisant qui est considĂ?rĂ? comme juif, en rĂ?duisant le nombre de professions libĂ?rales accessibles aux juifs, en Ă?tablissant un *numerus clausus* Ă lĂ?universitĂ? et en Ă?largissant les possibilitĂ?s dĂ?internement des juifs Ă ceux de nationalitĂ? franĂ?aise. Ă la suite de ce deuxiĂ?me texte, est promulguĂ? le 16 juillet 1941 un dĂ?cret qui fixe un *numerus clausus* limitant Ă 2 % le nombre dĂ?avocats juifs par barreau.

Le 14 mai 1941 a lieu le premier internement de masse de juifs en France, Ă?vĂ?nement dĂ?signĂ? sous le nom de Ă« raffle du billet vert Ă» du fait de la couleur du papier sur lequel Ă?tait rĂ?digĂ? la convocation envoyĂ?e par la prĂ?fecture de police de Paris Ă des milliers de juifs Ă?trangers parisiens. Ces arrestations sont effectuĂ?es en application directe de la loi du

4 octobre 1940, lĂ©ensemble du processus ayant Ă©tĂ© menĂ© par la police franĂ§aise sur demande des autoritĂ©s dĂ©occupation. 3 700 personnes sont internĂ©es dans les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande.

La loi du 2 juin 1941 ayant autorisĂ© les prĂ©fets Ă interner des juifs de nationalitĂ© franĂ§aise, permet la rafle du 20 aoĂ»t 1941. Entre le 20 et le 23 aoĂ»t, 4 232 juifs sont arrivĂ©s dans Paris, parmi eux, prĂ©s de 1 500 FranĂ§ais dont 42 avocats, tous sont transfĂ©rĂ©s Ă Drancy. Lors de ces arrestations, aucune distinction liĂ©e Ă la profession, au mĂ©rite militaire ou Ă une ascendance franĂ§aise nĂ©a Ă©tĂ© prise en compte, malgrĂ© les dires du rĂ©gime de Vichy. Cette proportion dĂ©avocats, au regard de la population gĂ©nĂ©rale, sĂ©explique en partie par lĂ©importance donnĂ©e par lĂ©idĂ©ologie nazie aux fonctions judiciaires. DĂ©s 1934, Carl Schmitt dĂ©clare au sujet de lĂ©enseignement du droit Ă « Nous devons libĂ©rer lĂ©esprit allemand de toute falsification juive Ă » avant de souligner Ă « la libĂ©ration que signifie la victoire du national-socialisme pour lĂ©esprit juridique allemand et pour la science juridique allemande Ă ». Bien que ne constituant quĂ©une poignĂ©e dĂ©internĂ©s, les avocats juifs sont utilisĂ©s par la propagande vichyste durant la fin de lĂ©annĂ©e 1941. Les quotidiens parisiens *Paris-Soir* et *Le Petit Parisien* publient en premiĂ©re page des reportages sur ces avocats. Dans lĂ©Ă©dition du 12 septembre 1941, le journaliste de *Paris-Soir* AndrĂ© Chaumet les prĂ©sente ainsi : Ă « Mais que voyons-nous ? Ma parole, ce sont des huiles. Qui donc disait que seuls les Juifs misĂ©reux faisaient les frais de lĂ©opĂ©ration ? AlignĂ©s lĂ©, devant nous, nous les reconnaissons. Ce sont les cĂ©lĂ©britĂ©s du Barreau enjuivĂ© dĂ©hier. [Ă?] Tous Ă©gaux devant la rĂ©pression, comme ils le furent dans leurs besognes nĂ©fastes aux intĂ©rĂ©ts du pays, voilĂ© la solution qui sĂ©impose en attendant le rĂ©glement dĂ©ensemble du problĂ©me juif Ă ». Les derniers mots de ce journaliste ne font que prĂ©figurer les dĂ©portations des annĂ©es 1942, 1943 et 1944.

Le 20 janvier 1942 a lieu Ă Berlin la confĂ©rence de Wannsee durant laquelle est dĂ©cidĂ©e par les plus importants dignitaires du TroisiĂ©me Reich la mise en Ă©uvre de lĂ©extermination des juifs dĂ©Europe. Entre 1942 et 1944, ce sont ainsi 75 721 juifs vivant en France qui sont dĂ©portĂ©s vers les camps de la mort, soit 25 % de la population juive du pays. PrĂ©s de 35 000 vivaient Ă Paris et en proche banlieue. Le premier convoi de dĂ©portĂ©s part de France le 27 mars 1942, Ă son bord, 1 112 personnes, dont seulement dix-neuf reviendront. Ă la suite dĂ©une seconde confĂ©rence tenue Ă Berlin le 11 juin 1942, rassemblant les principaux responsables allemands de la Ă©solution finale Ă, les dĂ©portations sĂ©accĂ©lĂ©rent. Alors quĂ©aucun convoi ne quitte la France entre le 28 mars et le 5 juin, entre juin et septembre 1942, 38 se dirigent vers Auschwitz sur un total de 79 pour toute la durĂ©e de la guerre.

Dans ces convois se trouvent trois Ă©tudiants de la facultĂ© de droit de Paris, Jacques Brack, Volico Leizerowski et Louise Mayer. Dix anciens Ă©tudiants partagent le mĂ©me sort, Robert Brunschwig, son frĂ©re Jacques Brunschwig, Nelly Gaston-Bloch, FranĂ§ois Lyon-Caen, LĂ©on Rabinovici, Gaston Weill, AndrĂ© Cahen, Alain MossĂ©, Jean-Pierre Kahn et Henriette Lipschitz.

Certains de ces anciens Ă©tudiants viennent Ă peine de quitter la facultĂ© au moment oĂ© la guerre et lĂ©Occupation bouleversent leurs vies. Jean-Pierre Kahn obtient son doctorat en droit alors que lĂ©armĂ©e allemande traverse les Ardennes et encercle les AlliĂ©s en mai 1940. Il rĂ©side Ă cette Ă©poque Ă quelques pas du PanthĂ©on, 22 rue Gay-Lussac, avec son pĂ©re, journaliste, et sa mĂ©re, Simone Picard-Brunsvick, avocate, Ă lĂ©origine de sa vocation. Durant

ses années de licence, il cotoie Henriette Lipschitz, étudiante en droit de 1937 à 1939. Ils se marient et elle prend son nom. Il devient avocat, elle institutrice, mais ils ne peuvent demeurer à Paris, et leur fille Françoise naît fin 1943 en Isère. Quelques mois plus tard, le 12 avril 1944, alors qu'ils se cachent dans la petite commune de Corenc, à quelques kilomètres de Grenoble, la maison où ils résident est prise d'assaut par la milice, assistée de membres de la Gestapo et de soldats allemands. Henriette et Jean-Pierre résident alors avec le cousin de ce dernier, André Moch, qui a mené de nombreuses actions de résistance dans la région. André est tué le jour même. Henriette, Jean-Pierre et leur fille sont arrêtés et envoyés à Drancy. Le 29 avril 1944, Henriette et sa fille, Françoise, alors âgée de 4 mois, sont déportés par le convoi n° 72 en direction d'Auschwitz-Birkenau. Le 15 mai, Jean-Pierre est déporté en direction de Kaunas en Lituanie. Aucun ne reviendra.

Au moment où Henriette Lipschitz, Jean-Pierre Kahn et leur fille arrivent à Drancy, un de leurs anciens camarades vient lui rendre visite vers Auschwitz. Alain Mossé entre à la faculté de droit de Paris en même temps qu'Henriette, à la fin de l'année 1937. Il effectue cependant sa dernière année de licence à Grenoble. Ses études finies, il devient chef de cabinet du préfet de Savoie le 12 février 1940. Récusé du fait de l'entrée en vigueur du premier statut des juifs, il se met alors au service de l'OSE (Œuvre de secours aux enfants) puis de l'UGIF (Union générale des Israélites de France, fondée par le gouvernement de Vichy en novembre 1941), dont il devient le directeur régional à Chambéry. Le 8 février 1944, il est arrêté et envoyé à Drancy. Un mois plus tard, le 7 mars 1944, il est déporté vers Auschwitz.

L'UGIF et la faculté de droit de Paris connaissent un autre drame commun, la mort en déportation de François Lyon-Caen. Fils de Léon Lyon-Caen, premier président de la Cour de cassation, et petit-fils du professeur Charles Lyon-Caen, il obtient sa licence en droit en juillet 1925 puis un diplôme d'études supérieures (DES) de droit privé en 1929 et un DES d'économie politique en 1930. Le 25 juin 1941, il devient avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, ce qui fait de lui une exception alors que la législation anti-juive est déjà en vigueur. Dans le même temps, il est un membre très actif de l'UGIF. Il n'échappe cependant pas aux mesures antisémites. Alors qu'il vient de prêter serment, il est pris dans la rafle collective du 21 août 1941, comptant parmi les 42 avocats parisiens arrêtés. Il est interné à Drancy avant d'être libéré six mois plus tard, le 25 février 1942. Il est cependant de nouveau arrêté le 24 août 1943 par des policiers français. Le 2 septembre 1943, il est déporté en direction d'Auschwitz par le convoi n° 59.

Parmi les avocats du barreau de Paris une fratrie subit aussi l'horreur nazie. Nelly Gaston-Bloch, née Weill, et son frère, Gaston Weill, sont tous deux étudiants de la faculté de droit de Paris avant de devenir avocats. Gaston Weill obtient sa licence en 1912 et son doctorat en 1916 avant de prêter serment en 1918. Nelly, plus jeune que son frère, s'inscrit à la faculté en 1920 et obtient sa licence en 1924. Tous deux sont victimes de la législation antisémite de Vichy, et sont radiés du barreau. Nelly Gaston-Bloch se réfugie en zone libre et parvient à se cacher pour un temps. Elle est néanmoins arrêtée par la Gestapo à Grenoble le 23 février 1944 avec sa fille puis transférée à Drancy. Déportée le 7 mars 1944, elle est assassinée à Auschwitz dès son arrivée, le 10 mars.

Lors de ses études, puis de sa vie professionnelle au sein du barreau de Paris, Gaston Weill croise sans doute la route d un de ses confrères et compagnon d infortune, Andr  Cahen, qui est licencié en droit en novembre 1909, date   laquelle Gaston Weill entame ses études supérieures. Andr  Cahen poursuit son cursus universitaire jusqu en 1913 et devient avocat. Le hasard rassemble une nouvelle fois les deux hommes, mais cette fois-ci pour le pire. N s la même année, en 1886, Andr  Cahen et Gaston Weill sont tous deux déportés par le convoi n  36 parti de Drancy le 23 septembre 1942 en direction d Auschwitz.

Une autre fratrie fréquente la facult  au début du siècle, Jacques et Robert Brunschwig. Jacques Brunschwig obtient sa licence de droit le 25 octobre 1902, son frère, Robert, fait son entrée   la facult  quelques jours plus tard, le 6 novembre. Jacques devient avocat, et Robert sans doute voyageur de commerce, n ayant pas achevé son cursus en droit. Sur la liste du convoi de déportation qui l emm ne vers Auschwitz il est désigné comme *Reisender*. Il est arrêté le 20 mai 1943   Montmorency avant d  tre envoy    Drancy et déporté le 18 juillet 1943 par le convoi n  57. Son frère est lui arrêté   Enghien-les-Bains où il réside alors et déporté le 7 octobre 1943.

Comme pour Robert Brunschwig, la facult  de droit de Paris n est pas toujours synonyme de réussite académique et professionnelle. Leibu Rabinovici est n  en 1909 en Roumanie et émigre en France   une date inconnue. Il francise alors son nom en Léon, bien que certaines sources le désignent comme Léopold, parmi lesquelles la liste du convoi de déportation. Il s inscrit en licence en 1933, 1934 et 1935 mais n obtient pas de résultats suffisants. Il semble cependant qu il poursuit son cursus dans une autre facult  car quand il est déporté depuis Drancy le 19 juillet 1942, il se déclare avocat, et réside   Bordeaux avant son arrestation.

Dans le convoi qui emmène Leibu Rabinovici vers la mort, se trouve un jeune homme, lui aussi d origine roumaine, qui s est assis un jour sur les mêmes bancs que lui. Celui-ci n a cependant pas eu la chance de pouvoir finir ses études. Volico    parfois appelé Votice    Leizerowski (ou Leizerovschi) n t le 17 janvier 1920   Rascani en Roumanie.   une date inconnue, il émigre en France avec sa famille, dont sa mère, Marianne Leizerovschi, n e Raizman. Ses parents sont alors marchands forains et s installent au numéro 12 d une petite impasse du 19  arrondissement de Paris, aujourd hui disparue, le passage Puebla. Volico obtient un baccalauréat  s lettres en 1938 et s inscrit   la facult  de droit de Paris en novembre 1939. Il est admis en deuxième année   l automne 1940. C est alors qu il décide de s engager contre l occupant. Avec des camarades il participe activement   l organisation de la manifestation du 11 novembre 1940. Cette manifestation interdite rassemble près de 3 000 étudiants et lycéens place de l  toile pour une commémoration en marque de défi et d opposition aux autorités d occupation. L origine du mot d ordre ayant mené   ce rassemblement est disputée et il semble s agir d une réaction spontanée de la part de la jeunesse parisienne. Cependant, Maurice Berlemont, qui est alors responsable des Jeunesses communistes de Paris, rapporte que l initiative de la manifestation émane d  tudiants de la facult  de droit. Le sort de Volico Leizerowski semble confirmer ces dires. Le 9 janvier 1941, il est arrêté par des agents du commissariat de police du 19  arrondissement   la suite d une dénonciation. Jugé, il est condamné   une année de prison et emprisonné   Fresnes. Alors qu il a purgé sa peine, il est extrait de la prison de Fresnes et transféré   Drancy. Il déclare toujours être

 tudiant aussi bien devant les services de police, dont les fichiers en témoignent, que lorsqu'il est intern    Drancy. Le 19 juillet 1942, il est envoy  vers Auschwitz par le convoi n  7 avec 999 autres personnes, dont Leibu Rabinovici.

Le sort de Volico Leizerowski aurait-il pu être diff rent ? La détermination des occupants et de la police fran saise permet d en douter. Le 24 septembre 1942, 1 574 juifs roumains sont arrêtés   Paris et en proche banlieue. Parmi eux, se trouve sans doute la mère de Volico. Marianne Leizerovschi est en effet déportée   Auschwitz par le convoi n  38 du 28 septembre 1942, qui comprend de nombreuses personnes arrêtées lors de la rafle du 24 septembre. Sur 904 personnes composant ce convoi, 733 sont gaz es dès leur arrivée, dix-huit reviendront, mais pas Marianne Leizerovschi. Sans son neveu, Adolphe Raizman, cousin germain de Volico, l histoire de celui-ci aurait sans doute été oubliée. Les archives de la préfecture de police ne fournissent que son nom, sa date de naissance et sa profession. C est Adolphe Raizman qui, dans une lettre envoyée   la facult  de droit de Paris, rapporte l histoire de son cousin.

L histoire de ces étudiants est aussi une histoire de parcours qui se croisent et qui ne se ressemblent pas. Alors que Volico Leizerowski entre   la facult  de droit en 1939,   ses côtés un jeune homme nommé Jacques Brack y fait aussi ses premiers pas. Tous deux viennent de mondes totalement opposés mais se retrouvent côte   côte dans un amphithéâtre. Fils d Andr  Brack, un banquier, Jacques Brack passe une partie de sa jeunesse   Londres et y obtient son baccalauréat, au lycée fran sais. En parallèle de ses études de droit, il est aussi élève de l cole libre des sciences politiques. Son parcours est exemplaire, licencié en droit le 12 juin 1943, il entame la préparation d un doctorat   la fin de la même année et prévoit de se présenter   l agr gation. Le lendemain du débarquement en Normandie, il décide cependant de rejoindre la Résistance. Ce choix est évidemment li    la volonté d acc lerer la libération du pays mais peut aussi s expliquer par l arrestation et l internement de son père en 1943. Andr  Brack arrive   Drancy le 17 septembre 1943 et est affecté au service de confection des matelas. Pour une raison qui reste inconnue, il est libéré le 1 r octobre de la même année. Bien que cet épisode connaisse une fin heureuse, il a pu donner l impression au jeune Jacques que l  tau se refermait de plus en plus, alors même qu il avait indiqué le 24 mars 1943 sur le bordereau joint   son dossier universitaire être   de nationalit  fran saise et ne pas être de race juive  . Ainsi, il rejoint un maquis en Sologne le 7 juin 1944 et intègre un corps franc nommé   « Libertés   », au sein duquel il prend la tête d une section. Mais le 10 juin, près de la Ferté-Saint-Aubin, alors qu un groupe de jeunes gens viennent rejoindre le maquis, ils sont arrêtés par des membres de la SS informés par un agent infiltré. Plus de quarante jeunes résistants, tous étudiants ou lycéens, sont fusillés. Jacques Brack s est alors réfugié dans les bois avec une vingtaine de camarades, les SS les arrêtent après avoir ratiss  la forêt. Avec treize autres maquisards il est envoy    la prison d Orl ans avant d tre transféré   Compiègne, de là il est déporté   Dachau le 2 juillet 1944 et finalement au camp de Neckarelz. Après plusieurs mois de détention il meurt d  puisement et de maladie le 25 novembre 1944. Ses tortionnaires ont-ils su que Jacques Brack était juif ? Cette question reste sans réponse, il est néanmoins inhumé dans un cimetière israélite.

Au moment où Volico Leizerowski et Jacques Brack entrent à la faculté de droit de Paris, une jeune femme vient d'obtenir sa licence en droit. Louise Mayer a 24 ans quand elle sort licenciée de la faculté en 1939. Elle réside alors au 14 avenue de la Grande Armée dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle croise sans doute Henriette Lipschitz et Jean-Pierre Kahn sur les bancs de la faculté, tous trois étant étudiants lors des mêmes années. Louise Mayer est la fille de Pauline Wellhoff et d'Arthur Mayer, père qu'elle n'a jamais connu, tué au combat lors de la Première Guerre mondiale. Elle a un frère, Roger Mayer, et une sœur, Yvonne Caroli. La guerre semble avoir empêché Louise Mayer de poursuivre ses études de droit. En effet, dès le début de l'Occupation elle quitte Paris et s'installe à Lyon au 107 cours Lafayette où elle s'engage en tant qu'assistante au sein de l'Œuvre de secours aux enfants. Le 20 ou le 22 mars 1943, elle est arrêtée par la Gestapo à son domicile du cours Lafayette à la suite d'une dénonciation. Elle est détenue à la prison de Montluc avant d'être transférée à Drancy puis déportée vers Auschwitz par le convoi n° 62 du 20 novembre 1943 qui compte 1 200 personnes. Au côté de Louise Mayer se trouvent d'autres membres de l'Œuvre de secours aux enfants, notamment les assistantes sociales Nicole Weil-Salon et Huguette Wahl, mais aussi la résistante Madeleine Lévy, petite fille d'Alfred Dreyfus. De ces quatre jeunes femmes, aucune ne survit, seules vingt-neuf personnes du convoi n° 62 ressortent vivantes des camps de la mort. La volonté de Louise Mayer de poursuivre ses études se retrouve jusqu'au dernier voyage de sa vie, sur la liste du convoi de déportation qui l'emmène vers la mort, elle se déclare *Studentin*.

Quand il s'agisse de Louise Mayer, Volico Leizerowski ou Jacques Brack, tous voient leur vie étudiante arrêtée par les affres de la guerre et de la barbarie nazie. Dès en danger du fait de leur origine, tous trois décident de faire face. Dès les premiers mois de l'Occupation, Volico se lève contre l'occupant dans un pays qui vient de l'accueillir. Louise Mayer perd la vie en protégeant ceux qui ne pouvaient se défendre seuls. Et Jacques Brack, alors qu'il est promis à un avenir brillant, qu'il est parvenu à cacher ses origines, n'hésite pas à prendre les armes en compagnie d'autres étudiants dès l'annonce du débarquement en Normandie.

Les victimes de la Shoah ayant étudié à la faculté de droit de Paris ou y étudiant au début de la guerre constituent cependant une exception parmi tous les étudiants et anciens étudiants de la faculté morts durant la Seconde Guerre mondiale. C'est parmi eux que se trouvent les plus anciens diplômés comme Jacques Brunschwig mais aussi les seules femmes ainsi que la plus grande part de Français naturalisés. Cette diversité parmi les victimes est évidemment due au fait que la déportation s'est faite sur la « race » sans discerner l'âge ou sexe, mais en discernant selon le pays de naissance, tout du moins dans un premier temps.

La question demeure cependant du nombre de noms perdus à jamais et qui ne peuvent figurer sur aucune plaque commémorative et ne seront prononcés durant aucun hommage. Henriette Lipschitz aurait pu faire partie de ceux-là. Quelques mots lapidaires retrouvés dans les archives de la faculté de droit de Paris permettent de reconstruire un morceau de sa vie, elle fut étudiante à la fin des années trente à la faculté et y rencontra sans doute son mari et père de sa fille, tout cela résumé par une phrase laconique « ajouter sur la plaque 39-45 Henriette LICHWITZ [sic] épouse KAHN ». Son nom n'a jamais été apposé sur la plaque commémorative rendant hommage aux étudiants et anciens étudiants de la faculté de droit morts pour la France entre 1939 et 1945 pour une raison inconnue.

---

Enfin, il nous est impossible ici de faire le compte de ceux qui auraient pu, si lâ??horreur nazie les avait épargnés, un jour entreprendre des études au sein de la facult  de droit de Paris. Que ce soit Simone Veil, Robert Badinter, Georges Kiejman ou Samuel Pissar, tous ont passé un jour les portes du hall Saint-Jacques après la guerre. Cachés en France ou revenus de lâ??enfer, tous, qu ??ils aient été magistrat, professeur, avocat ou ministre, ont marqué le droit, fran sais et international, et ont influencé de nombreuses générations d ??étudiants au fil des années. Leur souvenir ne peut que renforcer celui des disparus, qui n ??ont même pas eu la chance de pouvoir choisir leur avenir et dont les noms nous resteront pour toujours inconnus.

**César Targowla, doctorant   lâ??universit  Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

---

## Indications bibliographiques

 « La base de données centrale des noms des victimes de la Shoah  », Yad Vashem, Institut international pour la mémoire de la Shoah.

 « Ensemble de listes dactylographiées du 16/07/1943 au 12/12/1943 des internés au camp de Drancy  », Mémorial de la Shoah, CCCLXXVI-12.

 « La Facult  de Droit de Paris et la guerre (1939 ??1945, Algérie, Indochine)  », Archives de lâ??universit  Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

 « Fichiers de la Préfecture de police de la Seine et des camps de Drancy, Pithiviers et Beaune-la-Rolande (dits  « fichiers juifs  »). Sous-série F/9  », Mémorial de la Shoah, F/9/5605 ??F/9/5788.

 « Fonds Notre-Dame de Sion  », Mémorial de la Shoah, DI(1 ??264).

Badinter Robert, *Un antisémitisme ordinaire ?: Vichy et les avocats juifs, 1940-1944*, Paris, Fayard, 1997.

Marrus Michael R., Paxton Robert O., *Vichy et les Juifs*,  « Diaspora  », Paris, Calmann-Lévy, 2015.

---

## Pour citer cet article

Targowla César,  «  tudiants et anciens étudiants de la facult  de droit de Paris victimes de la Shoah  », dans *Exclure, persécuter, réintégrer. Des victimes de la législation antisémite   la facult  de droit de Paris (1940 ??1945)* [exposition en ligne]. Bibliothèque interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/les-etudiants-deportes/>.

### Date

29/04/2026

---